



CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA

ONUSIDA/CCP (34)/14.CRP4
Date de publication: 17 juin 2014

TRENTE-QUATRIEME REUNION

Date: 1^{er} - 3 juillet 2014

Lieu: Salle du Conseil exécutif, OMS, Genève

Point 5.2 de l'ordre du jour

Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2012–2015

Collaboration de l'ONUSIDA avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et avec le Plan d'urgence du Président des Etats-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR)

TABLE DES MATIERES

Table des matières	2
1. INTRODUCTION	3
2. S'ADAPTER A L'ENVIRONNEMENT ET CREER UN ENVIRONNEMENT	5
Informations stratégiques nécessaires pour fixer les priorités	9
Orientations normatives et techniques	10
Priorités thématiques	11
3. APPUI AUX PROCESSUS DE SUBVENTION.....	14
Approbation des subventions au Fonds mondial.....	14
Coordination de l'appui technique	15
Appui aux candidats au titre du nouveau modèle de financement du Fonds mondial.....	16
Candidats de la phase intermédiaire	17
Appui à la gouvernance et autres mécanismes.....	17
Renforcer la capacité de mise en œuvre des subventions	18
Appui à l'évaluation	19
4. CONSTRUIRE LA VIABILITE	19
Définir les priorités en matière d'investissement.....	20
Elargir les ressources nationales	21
5. ENSEIGNEMENTS TIRES ET FUTURES ACTIVITES CLES.....	22

1. INTRODUCTION

1. Le présent document a été établi dans le cadre de l'examen à mi-parcours du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA 2012-2015 (UBRAF). Il contient les informations demandées par le Conseil de coordination du Programme de l'ONUSIDA sur la collaboration de l'ONUSIDA avec ses deux principaux partenaires (le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, ci-après le Fonds mondial, et le Plan d'urgence du Président des Etats-Unis pour la lutte contre le sida, ci-après le PEPFAR) dans la riposte au sida et sur leurs synergies¹.
2. Le Fonds mondial et le PEPFAR représentent à eux deux les deux tiers de l'aide internationale fournie dans le cadre de la riposte à l'épidémie de VIH et plus de 90 % des financements des donateurs pour la lutte contre le VIH dans les pays qui en paient le plus lourd tribut et qui ont le moins de ressources. Mi-2013, d'après les estimations, 7,9 millions de personnes dans le monde recevaient des antirétroviraux grâce à ces deux organisations.
3. La nature même de l'ONUSIDA - programme commun regroupant 11 Coparrains qui s'appuient sur les atouts de chacun et sur ceux du secrétariat, présent aux niveaux mondial, régional et national, partenaire essentiel pour de nombreux acteurs et centre inégalé d'expertise professionnelle-² lui permet de renforcer les ripostes nationales et d'aider des partenaires clés tels que le Fonds mondial et le PEPFAR, à jouer leur rôle essentiel dans la riposte à l'épidémie en évitant les doublons.
4. La collaboration entre les Coparrains, le Fonds mondial et le PEPFAR est vaste. On peut citer les exemples suivants :
 - le PNUD a joué le rôle de récipiendaire principal par intérim pour 32 subventions du Fonds mondial dans 25 pays en 2012-2013 ;
 - un groupe de travail conjoint mené par l'OMS (avec Halte à la tuberculose et Faire reculer le paludisme, entre autres partenaires) a mis en commun des informations, coordonné l'appui et encouragé les synergies dans la lutte contre les trois maladies prioritaires relevant de l'action du Fonds mondial depuis 2007 ;
 - le nouvel accord conclu entre l'UNICEF et le Fonds mondial (signé en avril 2014) pour mieux coordonner les efforts visant à réduire le fardeau du VIH, de la tuberculose et du paludisme et à améliorer la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants ;
 - les multiples subventions que le PEPFAR a accordées au PAM dans plusieurs régions où les systèmes de santé sont fragiles afin d'aider davantage de personnes à avoir accès à un premier traitement.

¹ 33^{ème} réunion du Conseil de coordination du Programme en décembre 2013 et consultations de l'ONUSIDA sur la responsabilité en matière de programmes et de finance, en octobre 2013.

² Dans le présent document, ONUSIDA est employé pour signifier le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA. Lorsque de besoin, les activités d'un Coparrain et du secrétariat de l'ONUSIDA sont mentionnées. Le présent document ne décrit pas le rôle des Coparrains de l'ONUSIDA en tant que récipiendaires principaux ou sous-récepteurs du Fonds mondial car cela ne correspond pas aux objectifs initiaux de l'ONUSIDA.

5. Il ne s'agit pas là d'une liste exhaustive et le présent document ne vise pas à énumérer toutes les initiatives que les Coparrains, le Fonds mondial et le PEPFAR ont menées en collaboration. Le présent document met en revanche l'accent sur les interactions du Fonds mondial et du PEPFAR avec l'ONUSIDA en tant que Programme commun, ainsi que sur les efforts déployés par le secrétariat pour collaborer avec le Fonds mondial et le PEPFAR.
6. La riposte au sida connaît actuellement une phase de transition importante. De nouvelles difficultés et opportunités exigent de revoir les démarches et les stratégies. La vision des « trois zéros » de l'ONUSIDA façonne de plus en plus la riposte mondiale et les dix objectifs fixés dans la Déclaration politique de 2011 de l'Assemblée générale de l'ONU sur le VIH et le sida orientent les ripostes nationales. Le Fonds mondial met en place un nouveau modèle de financement qui vise à accroître les effets stratégiques et la viabilité des programmes nationaux de lutte contre le sida. De la même manière, le PEPFAR a défini une nouvelle vision qui régit les investissements des Etats-Unis dans une feuille de route détaillée, *Creating an AIDS-Free Generation*, tout en accordant la priorité aux investissements intelligents, en sauvant des vies, en étant à la pointe en matière scientifique et en partageant les responsabilités. Ce document est étroitement aligné sur les dix objectifs de la Déclaration politique de 2011 : il compte des liens directs vers huit objectifs et des liens indirects vers les deux autres.
7. Le Conseil de coordination du Programme (CCP) a demandé à l'ONUSIDA de renforcer son appui et de l'adapter aux besoins de ses partenaires et aux mutations de l'environnement. En juin 2012, à sa 30^{ème} réunion, il a instamment prié l'ONUSIDA « d'exercer son rôle de rassembleur pour faciliter un appui technique davantage dirigé par les pays, plus stratégique et mieux coordonné », en veillant particulièrement à ce que les efforts du Programme commun visent à faire face à un « environnement économique en mutation ». A sa 32^{ème} réunion, en juin 2013, le CCP a demandé qu'un examen de l'UBRAF soit effectué à mi-parcours et, à sa 33^{ème} réunion, en décembre 2013, le CCP a demandé à l'ONUSIDA de hiérarchiser les mesures nécessaires pour renforcer la cohérence et la coordination de l'appui technique afin de garantir la réussite du nouveau modèle de financement du Fonds mondial.
- Le nouveau modèle de financement du Fonds mondial**

Ce nouveau modèle de financement vise à améliorer les effets stratégiques des investissements consacrés aux programmes de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il permet aux pays de demander un financement à tout stade sur une période de trois ans, ce qui leur permet de faire correspondre leurs demandes avec leur planification et leur processus budgétaire. Une note conceptuelle simplifiée des pays lance un processus itératif avec le Fonds mondial, qui doit rapidement donner un avis aux pays sur les orientations proposées. Le Fonds mondial noue un dialogue avec les pays pour veiller à ce que les propositions approuvées soient solides d'un point de vue stratégique et à ce qu'elles répondent aux besoins et aux priorités définies par le pays.
8. Le présent document résume les activités de l'ONUSIDA qui consistent à soutenir les efforts déployés par le Fonds mondial et le PEPFAR pour renforcer les ripostes nationales au sida. Il décrit les alliances nouées entre ces organisations, qui continuent de stimuler les progrès en matière de riposte au sida. Parmi les principaux domaines abordés dans le présent document figurent :
- le rôle unique de chef de file de l'ONUSIDA en tant que référence mondiale en matière d'orientation normative et d'informations stratégiques, en tant

qu'intermédiaire en matière d'appui technique et en tant que rassembleur de divers partenaires et secteurs ;

- les travaux conjoints consistant à soutenir les populations clés et l'élimination des nouvelles infections à VIH chez les enfants ;
- l'assistance de l'ONUSIDA aux pays pour qu'ils élaborent des propositions de financement fondées sur des données probantes pour le Fonds mondial, y compris l'examen technique de ces propositions et l'aide visant à surmonter les obstacles à la mise en œuvre des programmes bénéficiant de l'appui du Fonds mondial ;
- le rôle de l'ONUSIDA consistant à optimiser l'efficacité des investissements du PEPFAR grâce à une collaboration en matière d'orientations normatives, à une planification établie en coopération et au soutien de l'innovation pour améliorer l'efficience et l'efficacité des services.

9. Le présent document contient cinq parties. La partie qui suit immédiatement l'introduction décrit l'environnement en mutation et le rôle de l'ONUSIDA dans l'adaptation à cette mutation, ainsi que dans la création des conditions optimales d'appui aux pays. La troisième partie du document est consacrée à l'appui que l'ONUSIDA octroie aux processus de subvention. La quatrième partie examine les activités soutenant les investissements durables et effectifs. La dernière partie présente les enseignements que l'ONUSIDA a tirés de l'expérience de son partenariat avec le Fonds mondial et le PEPFAR, et trace les contours des futures mesures.

2. S'ADAPTER A L'ENVIRONNEMENT ET CREER UN ENVIRONNEMENT

10. Le modèle de fonctionnement du Fonds mondial et celui du PEPFAR sont de plus en plus fondés sur un processus itératif associant les pays et les partenaires techniques. Ces deux grands bailleurs de fonds investissent dans les initiatives qui auront un impact et accordent rang de priorité aux programmes axés sur les populations clés, fondés sur les droits de l'homme et l'équité de genre, ainsi que sur une appropriation par pays forte et inclusive dans un cadre de responsabilité mondiale et mutuelle. Cette démarche exige une plus grande utilisation d'informations stratégiques, notamment la comparaison coût/efficacité de différentes interventions, une meilleure utilisation des données épidémiologiques pour éclairer le choix de l'axe géographique des interventions et des populations ciblées et l'analyse des retombées sanitaires sur le long terme des approches proposées.
11. L'ONUSIDA soutient le Fonds mondial et le PEPFAR aux niveaux national, régional et mondial :

- **Niveau mondial.** Le Secrétariat de l'ONUSIDA produit des informations stratégiques sur l'épidémie de VIH et la riposte au VIH, sur les flux de ressources, les possibilités de programmation et les obstacles à la mise en œuvre, aidant ainsi à concevoir de manière éclairée les politiques et programmes de chacun de ces deux partenaires. Le Groupe de référence de

Appui technique conjoint en Afrique centrale et de l'Ouest

En Afrique centrale et de l'Ouest, l'Equipe régionale conjointe des Nations Unies regroupe des acteurs des Nations Unies et d'autres acteurs n'y appartenant pas, notamment USAID, l'Initiative 5%, la CEDEAO, la CEEAC et des organisations non gouvernementales internationales. L'Equipe régionale se réunit tous les trimestres et organise une retraite annuelle, permettant ainsi aux partenaires de déterminer les priorités régionales et d'identifier les lacunes, ainsi que de se mettre d'accord sur les mesures conjointes à prendre pour améliorer la coordination et l'efficacité de l'appui technique.

l'ONUSIDA pour le suivi et l'évaluation (MERC) est un cadre de collaboration essentiel qui contribue également aux travaux des trois organisations. Un premier mémorandum d'accord officialisant le partenariat ONUSIDA-PEPFAR/USAID a été conclu en 2003. Il a été récemment révisé et reconduit pour cinq ans, en 2012. Il établit les principaux domaines de coopération et décrit les priorités communes aux deux organisations.

- Niveau régional.** Les équipes régionales d'appui coordonnent les efforts régionaux du Programme commun et son appui dans les régions où il opère. En 2012-2013, le secrétariat de l'ONUSIDA a renforcé les capacités régionales dans les domaines de la sensibilisation et du plaidoyer au niveau mondial, de l'information stratégique, de l'intervention stratégique, de l'investissement et de l'efficacité, de la jeunesse, du genre et des droits de l'homme. Les équipes régionales conjointes des Nations Unies ont créé, dans certaines régions, des plans conjoints d'appui technique qui prévoient des missions d'appui conjointes dans les pays, l'examen des stratégies nationales et des plans opérationnels et d'autres formes d'appui technique. Dans trois régions (Afrique orientale et australe, Afrique centrale et de l'Ouest, et Asie-Pacifique), l'ONUSIDA a facilité la création de dispositifs d'appui technique visant à aider les partenaires à combattre les difficultés et les obstacles à la mise en œuvre dans la riposte, y compris la planification et les programmes d'exécution menés avec le financement du Fonds mondial et du PEPFAR. Des ateliers auxquels participent le Fonds mondial, le PEPFAR et l'ONUSIDA sont organisés dans toutes les régions pour améliorer la coordination et l'appui autour du nouveau modèle de financement.

- Niveau national.**

Le Secrétariat de l'ONUSIDA a une présence dans 90 pays et place un accent stratégique sur les 30 pays les plus touchés. Ces deux dernières années, le Secrétariat de l'ONUSIDA a exécuté une réorganisation interne majeure en vue de renforcer son appui aux pays qui obtiennent des résultats sur la voie des objectifs de la Stratégie de l'ONUSIDA et des dix objectifs et engagements de la Déclaration politique de 2011 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le sida. Afin de renforcer la capacité du Programme commun d'appuyer les efforts nationaux dans les pays les plus fortement touchés, le Secrétariat a transféré plus de 80 postes du Secrétariat aux niveaux régional et national, notamment ceux de spécialiste en information stratégique, en intervention stratégique, en investissement et efficacité, et en questions relatives à la jeunesse, au

Capacités nationales et régionales de l'ONUSIDA en matière d'information stratégique et d'activité avec la société civile

Début 2014, on comptait 61 conseillers en information stratégique ou conseillers en suivi et évaluation du secrétariat de l'ONUSIDA au niveau national et sept membres du personnel régional travaillaient dans ces domaines dans les 90 pays où le secrétariat a une présence. On dénombrait également 61 conseillers au niveau national et 21 conseillers au niveau régional, dont les attributions concernaient également la société civile.

Possibilités liées au nouveau modèle de financement

En avril 2014, le Directeur exécutif de l'ONUSIDA a adressé une directive exécutive à tous les directeurs de pays de l'ONUSIDA présentant comment le nouveau modèle de financement permettait de mieux soutenir les pays, principalement pour qu'ils :

- adoptent une approche solide en matière d'investissement afin que leurs interventions aient d'importantes répercussions et qu'elles soient fondées sur des données probantes ;
 - traitent des droits de l'homme, de l'inégalité entre hommes et femmes, des environnements juridiques et sociaux préjudiciables et des services inadéquats pour les populations clés et tous les laissés pour compte ;
 - incluent des ripostes communautaires aux plans nationaux ;
 - garantissent une participation significative de la société civile à tous les stades de la prise de décisions et de l'élaboration de programmes ; et
 - améliorent la viabilité à long terme de la riposte nationale.

genre et aux droits de l'homme. Des efforts accrus ont été déployés dans plusieurs pays, par exemple en République démocratique du Congo et au Nigéria, pour mieux aligner le PEPFAR, le Fonds mondial et l'ONUSIDA grâce à une planification stratégique conjointe et à un dialogue constant, efforts qui pourraient servir de modèle à d'autres pays. Grâce à l'élargissement des capacités, l'ONUSIDA aide les pays à œuvrer avec le Fonds mondial et le PEPFAR.

Au niveau national, l'ONUSIDA soutient les pays partenaires à tous les stades de leurs activités menées avec le Fonds mondial et le PEPFAR. Pour ce qui concerne le Fonds mondial, par exemple, l'ONUSIDA participe à la rédaction des demandes de financement, aux travaux préparatoires à la signature de subventions, et au renforcement des capacités en matière d'exécution, de suivi et d'évaluation des programmes. Tout au long des processus du Fonds mondial, l'ONUSIDA joue le rôle d'intermédiaire et fournit un appui technique aux pays pour qu'ils puissent satisfaire aux exigences du Fonds mondial et constituer des capacités nationales durables.

12. Les Equipes conjointes des Nations Unies ont amélioré la coordination, la cohérence et la responsabilité de l'appui technique. En tant que points d'entrée de l'appui technique, elles indiquent aux partenaires les sources d'appui technique et la façon d'y accéder, et offrent, transmettent et coordonnent un appui technique direct. Elles aident à garantir la coordination, la cohérence et la responsabilité de l'appui technique qu'elles facilitent. Lorsque les pays rencontrent des obstacles à la mise en œuvre des programmes subventionnés par le Fonds mondial, l'ONUSIDA aide les partenaires nationaux à combattre les difficultés et à améliorer les résultats des programmes. La capacité de fournir une assistance stratégique en temps voulu aux pays suivant le processus du Fonds mondial s'inscrit dans les liens que le Programme commun entretient de longue date avec les principaux acteurs nationaux et dans la connaissance approfondie qu'il a des questions relatives à l'épidémiologie et aux programmes. L'appui de l'ONUSIDA en la matière ne s'adresse pas qu'aux gouvernements nationaux : près de 30 % de l'ensemble du financement du Fonds mondial est octroyé à des organisations non gouvernementales, à des organisations communautaires, à des établissements universitaires et à des associations professionnelles.
13. Après que le Fonds mondial eut adopté son nouveau modèle de financement en 2013, l'ONUSIDA a renforcé ses travaux pour préparer les pays à ce changement dans les activités du Fonds mondial. L'ONUSIDA aide les pays à déterminer les besoins clés en matière de données et à créer des informations stratégiques essentielles, à déterminer les besoins en matière d'appui technique et à obtenir un appui technique ciblé, ainsi qu'à élaborer des plans nationaux de lutte contre le VIH et des dossiers d'investissement. Il renforce les capacités des instances de coordination nationale et d'autres acteurs stratégiques.

Permettre au Kenya d'utiliser de manière optimale l'appui du Fonds mondial et du PEPFAR

Frappé par l'une des plus grandes épidémies du monde, le Kenya reçoit depuis longtemps l'appui du Fonds mondial et est, depuis longtemps, un pays central pour le PEPFAR. De concert avec le gouvernement et les parties prenantes nationales, l'ONUSIDA a investi dans un appui technique qui a fortement amélioré les fruits que le pays a tirés des subventions du Fonds mondial. Avec l'aide du ministère britannique du Développement international, l'appui technique fourni par l'intermédiaire de l'ONUSIDA a aidé à renforcer la participation des acteurs, à réduire les obstacles aux subventions existantes, à améliorer le suivi des subventions et l'élaboration de rapports sur ce point et à renforcer les processus d'élaboration des propositions du Fonds mondial. Les résultats ont été à la fois remarquables et rapides: les résultats du Kenya en ce qui concerne les subventions (pour les séries 7 et 10) ont été notés A1 (dépassant les attentes). En 2013, le Fonds mondial a invité le Kenya à participer en tant que candidat de la phase intermédiaire au financement supplémentaire de 13 millions de dollars E.-U. pour la lutte contre la tuberculose et de 53 millions de dollars E.-U. pour la lutte contre le VIH, ce qui traduit clairement la confiance en la capacité et l'engagement du Kenya en ce qui concerne la satisfaction des exigences des subventions.

En appui à une riposte durable au sida, menée par les pays et que les pays s'approprient, le PEPFAR a fait de la création d'un processus d'investissement plus stratégique une priorité. Au Kenya, le PEPFAR a soutenu les postes clés des organisations gouvernementales afin notamment de soutenir le dialogue en matière financière, de faire avancer les activités relatives à la cessation de la transmission de la mère à l'enfant, d'appuyer l'exécution des activités relatives au traitement et de travailler avec les populations clés. Afin d'aider les pays à se préparer à s'approprier les programmes financés par le PEPFAR, l'ONUSIDA a collaboré avec les partenaires kenyans, y compris le PEPFAR, pour constituer un dossier d'investissement national sur la lutte contre le VIH qui représente graphiquement les nouvelles orientations stratégiques afin de garantir la viabilité de la riposte du Kenya au sida sur le long terme. En décembre 2012, le cabinet a autorisé la création d'un fonds fiduciaire pour le VIH et les maladies non transmissibles prioritaires afin de garantir les capacités nationales nécessaires pour couvrir au moins 70 % des coûts de la riposte avec des fonds nationaux. Divers mécanismes de capitalisation du fonds fiduciaire ont été étudiés, notamment l'assignation d'un montant équivalent à au moins 1 % de toutes les recettes ordinaires perçues par le gouvernement, une taxe aérienne, un pourcentage des intérêts perçus sur tous les actifs financiers non réclamés, les contributions volontaires du secteur privé, les subventions et les dons.

L'ONUSIDA a également soutenu les travaux du Fonds mondial et du PEPFAR par d'autres moyens. En 2013, l'ONUSIDA et le PEPFAR ont aidé le Kenya à établir une nouvelle feuille de route de prévention du VIH visant à accélérer les progrès visant à parvenir à zéro nouvelle infection à VIH. La visite conjointe des Directeurs exécutifs du Fonds mondial et de l'ONUSIDA au Kenya en 2013 a permis de préserver la forte visibilité de la riposte au sida dans les activités nationales. Soutenir la gouvernance et la supervision de l'instance de coordination nationale et lever les obstacles à la mise en œuvre sont des activités importantes du bureau de l'ONUSIDA au Kenya.

14. Le Programme commun est représenté³ au Conseil d'administration du Fonds mondial et, en tant que partenaire de longue date, l'ONUSIDA a joué un rôle important dans la création du nouveau modèle de financement. Celui-ci s'inspire en particulier largement de l'approche de l'ONUSIDA en matière d'investissement, favorable aux investissements stratégiques pour améliorer les bénéfices de la riposte au sida sur le long terme. La stratégie du Fonds mondial pour 2012-2016 s'appuie sur cette

³ Le secrétariat de l'ONUSIDA, l'OMS et la Banque mondiale en sont membres d'office (voir <http://www.theglobalfund.org/en/board/members/>)

approche. Elle présente la stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015 et l'approche de l'ONUSIDA en matière d'investissement comme orientations à suivre pour le Fonds mondial en vue d'accroître l'impact stratégique de ses investissements. La stratégie du Fonds mondial fait siennes les cibles mondiales de la lutte contre le sida autour desquelles les travaux du Programme commun s'articulent et s'appuie sur les données épidémiologiques de l'ONUSIDA pour modéliser les projections de résultats.

15. Le document *Country Operational Plan Guidance* du PEPFAR pour 2014 qualifie l'ONUSIDA de « partenaire essentiel ». Le PEPFAR collabore notamment étroitement avec l'ONUSIDA pour élaborer des programmes pour les populations clés, aider les pays à exécuter les stratégies d'investissement, à promouvoir les activités relatives au partage des responsabilités et préparer l'après-2015.
16. Le PEPFAR et l'ONUSIDA ont publié ensemble le *Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie* et continuent d'en orienter la mise en œuvre. Le PEPFAR est également un partenaire clé de la mise en place du cadre *Traitement 2015* qui vise à accélérer la mise en œuvre des lignes directrices de 2013 de l'OMS sur les antirétroviraux et à améliorer l'efficacité, l'impact stratégique et la viabilité des programmes nationaux de traitement du VIH. Pour galvaniser les efforts déployés pour mettre en œuvre le cadre *Traitement 2015* et accélérer l'intensification du traitement, l'ONUSIDA, le PEPFAR et le Fonds mondial ont créé une « communauté de traitement » fournissant un appui financier et technique coordonné. L'ONUSIDA collabore également étroitement avec le PEPFAR aux initiatives relatives aux droits de l'homme et à l'égalité entre les sexes.

Informations stratégiques nécessaires pour fixer les priorités

17. Depuis sa création, l'ONUSIDA a fait des efforts visant à renforcer la surveillance du VIH, les estimations, les projections et les informations en la matière une priorité dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. L'appui technique de l'ONUSIDA a aidé les pays à adopter des stratégies de surveillance de première et de deuxième génération, à fournir des estimations de l'incidence et de la prévalence du VIH et à faire des projections sur le cours de l'épidémie et la riposte.
18. S'appuyant sur cette base solide, l'ONUSIDA aide désormais les pays à répondre aux demandes d'information dans un environnement en rapide mutation. Afin d'éclairer la fixation des priorités et l'allocation des ressources, ainsi que de satisfaire aux exigences en matière de données probantes au titre du nouveau modèle de financement, l'ONUSIDA collabore avec le PEPFAR et le Fonds mondial afin d'aider les pays à déterminer les « points chauds » géographiques et à faire des projections sur les résultats à court et long terme des différents programmes d'intervention. En vue d'améliorer l'accès des populations clés aux services, le Programme commun aide les pays à estimer la taille des populations clés et à comprendre les besoins de chaque groupe en matière de programme. Cela est utile au Fonds mondial étant donné que les estimations relatives à l'importance géographique sont l'une de leurs indicateurs clés de résultats. Le Programme commun aide les pays à collecter des informations stratégiques plus détaillées, nécessaires pour améliorer les résultats en matière de santé, par exemple les chiffres concernant les liens entre les soins et la poursuite des soins pour les personnes séropositives.

19. Afin de renforcer les capacités des pays à optimiser les effets des investissements du Fonds mondial et du PEPFAR, l'ONUSIDA aide les pays à créer, à analyser et à présenter des données stratégiques. Par exemple, pour soutenir le financement de 26,9 millions de dollars E.-U. accordé à El Salvador par le Fonds mondial en tant que candidat au titre du nouveau modèle de financement, l'ONUSIDA a fourni des informations stratégiques (ventilées par population clé) dans le cadre de l'analyse de la situation dans le pays. Autre exemple : dans des pays tels que le Cambodge et l'Ouganda, le Mécanisme d'évaluation des dépenses nationales sur le sida (NASA), créé avec l'appui de l'ONUSIDA, sert de base à la constitution du dossier d'investissement pour la demande du pays au Fonds mondial. L'ONUSIDA aide également les pays à élaborer des stratégies et des systèmes consistant à suivre les résultats des subventions du Fonds mondial.
20. Outre les pays bénéficiaires, la modélisation réalisée par l'ONUSIDA sur les retombées sanitaires et économiques sur le long terme des investissements dans la lutte contre le VIH a renforcé les efforts mondiaux visant à maintenir et à renforcer l'assistance internationale en matière de VIH. Les informations stratégiques constituées par l'ONUSIDA ont également aidé le Fonds mondial et le PEPFAR à plaider pour des ressources supplémentaires. Ces deux dernières années, par exemple, le PEPFAR a utilisé les données de l'ONUSIDA pour analyser les tendances concernant le nombre de personnes recevant des antirétroviraux, l'intensification des ripostes au sida, le nombre de nouvelles infections à VIH, etc.

Orientations normatives et techniques

21. L'ONUSIDA élabore des orientations normatives et techniques que les pays utilisent pour renforcer leur riposte au sida et élaborer des propositions de financement fondées sur des données probantes et sur lesquelles les programmes soutenus par le Fonds mondial et le PEPFAR s'appuient. Par exemple, les *Lignes directrices unifiées sur l'utilisation des antirétroviraux pour le traitement et la prévention de l'infection à VIH* de l'OMS, publiées en 2013, fournissent des orientations essentielles pour les programmes nationaux de traitement du VIH et de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, y compris le moment du début du traitement, les meilleurs traitements antirétroviraux et les protocoles de suivi des patients. Le cas de la Côte d'Ivoire montre comment tout cela a été traduit en pratique : l'Equipe conjointe des Nations Unies sur le sida a facilité l'étude, avec le gouvernement et d'autres acteurs, de la première phase de la subvention du Fonds mondial afin de combler les lacunes concernant les antirétroviraux et d'autres produits au cours de la deuxième phase de la subvention.

22. L'ONUSIDA a constitué un ensemble de ressources pour aider les candidats à rédiger des demandes de financement de qualité au Fonds mondial. Pour la série 11, cet ensemble a été mis à jour et publié sur le site Internet de l'ONUSIDA (<http://goo.gl/lqG4bE>). Une version révisée sera publiée courant 2014 pour fournir

Appui de l'ONUSIDA à l'Equateur

L'ONUSIDA a aidé l'Equateur à obtenir 19 millions de dollars E.-U. pour des programmes destinés aux populations clés. Il a pu obtenir un délai supplémentaire d'un mois pour la nouvelle soumission de la demande de subvention de l'Equateur au Comité d'approbation des subventions et apporter une assistance technique concrète, en temps opportun, à la révision des estimations relatives à la taille des populations clés, à la définition des « points chauds » et à la reformulation des kits de changement et de prévention pour les populations clés. Il a également facilité la coordination entre le ministère de la Santé et le récipiendaire principal en vue d'accroître les services pour les populations clés et de maximiser les ressources du Fonds mondial. Le Fonds mondial joue toujours un rôle clé et mobilisateur en Equateur pour accroître le traitement et la prévention du VIH parmi les populations clés et générer davantage d'investissements nationaux.

des orientations simples, concises et pratiques sur les principaux domaines de la riposte au sida pour un plus large public, notamment d'autres acteurs associés aux ripostes nationales au VIH. Les principales sources d'orientations normatives visant à améliorer l'impact stratégique des investissements sont les *Investissements stratégiques pour les programmes de lutte contre le VIH*, document élaboré avec le Fonds mondial, *National HIV Strategies and Implementation for Results: Guidance for 2015 and Beyond*, qui sera consacré aux difficultés que les pays rencontrent en matière d'établissement des priorités, et *Making the case for investing in HIV more strategically: An investment case tool*, qui aidera les pays à élaborer un dossier d'investissement national pour la lutte contre le VIH.

Priorités thématiques

23. Au sein du Programme commun, la Division du travail de l'ONUSIDA précise bien que les Coparrains sont des rassembleurs et les institutions partenaires dans 15 domaines thématiques, et que le Secrétariat a un rôle de chef de file dans les trois fonctions stratégiques⁴. Outre l'appui à la coordination du soutien technique dans divers domaines thématiques, la Division du travail attire également l'attention des partenaires sur les lignes directrices thématiques dans divers domaines de la riposte, même si le Programme commun est conçu pour permettre plusieurs points d'entrée pour les partenaires ayant besoin d'un appui fourni par l'intermédiaire de l'ONUSIDA. La Division du travail permet d'adapter rapidement l'appui technique de l'ONUSIDA aux besoins nationaux émergents et d'empêcher les doublons.

• **Élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant**

24. Le PEPFAR et l'ONUSIDA collaborent dans la mise en œuvre du *Plan mondial pour éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et maintenir leurs mères en vie* en mettant l'accent sur 22 pays prioritaires où vivent près de 90 % des femmes enceintes vivant avec le VIH. Avec l'aide du Programme commun, 13 pays ont réaffecté 120 millions de dollars E.-U. du Fonds mondial pour renforcer les programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant entre fin 2011 et début 2013.

25. L'Equipe spéciale interinstitutions⁵ est un mécanisme clé de la coordination des activités de l'ONUSIDA en matière de prévention de la transmission de la mère à l'enfant. Elle a effectué des missions techniques dans huit pays depuis juillet 2012 et coordonné un appui technique dans des domaines prioritaires, par exemple la révision des lignes directrices nationales et des plans

Reconnaître le rôle stratégique des Premières Dames en tant que défenseures et agents du changement en matière de prévention de la transmission de la mère à l'enfant

L'ONUSIDA continue de travailler avec l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour soutenir et élargir les programmes nationaux de prévention de la transmission de la mère à l'enfant grâce à des initiatives menées dans une dizaine de pays. Les activités comprennent la distribution de kits de dépistage, la conception et la diffusion de campagnes régionales, la formation des chefs traditionnels et religieux et la mise en place et le renforcement des lieux de dépistage précoce chez les nourrissons.

⁴ Leadership et plaidoyer ; coordination, cohérence et partenariat ; et responsabilité mutuelle.

⁵ Plusieurs parties prenantes en sont membres (voir <http://www.emtct-iatt.org/iatt-member-organizations/>)

opérationnels visant à intensifier l'Option B+ (traitement antirétroviral tout au long de la vie pour les femmes enceintes vivant avec le VIH). Aux Amériques, le Programme commun mène une initiative régionale d'élimination qui associe un appui technique coordonné pour réduire la transmission du VIH de la mère à l'enfant et la transmission de la syphilis à moins de 2 %. En vue d'accélérer les avancées sur la voie de l'élimination mondiale, l'Equipe spéciale interinstitutions aide les pays à orienter les ressources vers des interventions à fort impact sur le VIH pour les femmes et les enfants et à nouer des partenariats avec divers acteurs afin d'améliorer les achats et la gestion de la chaîne d'approvisionnement pour ce qui concerne les produits essentiels dans la lutte contre le VIH.

- **Appui aux populations clés**

26. L'ONUSIDA aide les pays à identifier les populations clés et les domaines géographiques où les infections à VIH risquent le plus de se produire et à consacrer les ressources et les interventions là où elles sont le plus nécessaire en évitant la stigmatisation et en respectant les principes relatifs aux droits de l'homme. L'ONUSIDA aide les pays à combler les lacunes historiques en matière de données relatives aux populations clés en estimant la taille de ces populations et en aidant les pays à définir les besoins de ces populations et les obstacles auxquels elles se heurtent. L'ONUSIDA suit une démarche complète en ce qui concerne l'élaboration de programmes relatifs au VIH pour les populations clés en dispensant des conseils techniques sur des interventions fondées sur des données probantes, en œuvrant avec les pays à l'alignement des politiques et des cadres juridiques sur les principes relatifs aux droits de l'homme et en associant les personnes vivant avec le VIH et les populations clés, ainsi qu'en les rendant autonomes. Le nouveau modèle de financement étant principalement axé sur les pays à faible revenu, l'ONUSIDA s'emploie à garantir que les besoins des populations clés dans tous les pays ne sont pas laissés de côté.

27. L'assistance du Programme commun à la constitution des dossiers d'investissement pour la lutte contre le VIH s'est avéré être un moyen particulièrement important de souligner les besoins des populations clés. Au Maroc, par exemple, une analyse des investissements a montré que, bien que les populations clés représentent deux tiers des nouvelles infections à VIH, moins du tiers des dépenses de prévention était consacré à des programmes ciblant ces populations. En Jamaïque, on a trouvé que moins de 1,5 % des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH en 2010-2011 ciblaient les populations clés, même si elles sont un facteur essentiel de l'épidémie dans le pays. A Maurice, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les professionnels du sexe ne reçoivent que 2 % des ressources allouées à la prévention du VIH, même si ces deux groupes représentent respectivement 36 % et 7 % des nouvelles infections à VIH.

Vers la couverture universelle des populations clés au Népal

Suite à une analyse des investissements, le Népal a engagé une réallocation stratégique des ressources pour parvenir à ce que les services couvrent au moins 80 % des professionnelles du sexe qui consomment des drogues injectables, des professionnels du sexe qui travaillent dans la rue, des professionnels du sexe transgenres et des professionnels du sexe. D'ici 2016, le plan prévoit de tripler le financement de la prévention du VIH pour les professionnels du sexe, de doubler les investissements dans les services de prévention du VIH pour les professionnels du sexe transgenres et d'augmenter de 60 % le financement pour les professionnels du sexe qui consomment des drogues injectables.

- **Droits de l'homme et équité de genre**

28. L'ONUSIDA œuvre avec les gouvernements et la société civile dans 82 pays pour donner suite aux recommandations de la Commission mondiale sur le VIH et le droit. Il apporte une assistance à l'examen et à la réforme juridique nationaux, facilite le dialogue entre les parties prenantes, élargit l'accès à la justice et sensibilise les responsables de l'application des lois, les parlementaires et d'autres acteurs. L'ONUSIDA a permis de garantir que les droits de l'homme figurent en tant qu'objectif stratégique dans la Stratégie du Fonds mondial en matière d'égalité de genre 2012-2016. L'ONUSIDA a également soutenu l'évaluation de la Stratégie du Fonds mondial en matière d'égalité de genre de 2011 et contribué à sa nouvelle stratégie et à son plan d'action en la matière pour 2014-2016. Il s'emploie, avec le Fonds mondial, à mener des évaluations relatives au genre au niveau national grâce à l'outil de l'ONUSIDA créé à cet effet.

29. L'accent que le Programme commun met sur les droits de l'homme et l'équité de genre va dans le même sens que la feuille de route du PEPFAR, qui contient l'engagement de mettre un terme à la stigmatisation et à la discrimination et d'accroître l'équité de genre. Dans ce cadre, les orientations du PEPFAR pour les plans opérationnels nationaux exigent que les pays mènent une analyse relative au genre d'ici 2016 en utilisant l'outil de l'ONUSIDA créé à cet effet. Le PEPFAR et l'ONUSIDA œuvrent ensemble à la mise en œuvre de l'*Agenda pour une action accélérée au niveau des pays en faveur des femmes, des filles et de l'égalité des sexes et du VIH*, en mettant particulièrement l'accent sur les interventions communautaires pour faire le lien entre violence sexiste et VIH chez les femmes, et sur l'initiative publique et privée *Together for girls*, qui vise à réduire la violence sexuelle à l'égard des filles et des garçons.

- **Renforcer le rôle de la société civile**

30. L'ONUSIDA aide le Fonds mondial à mettre davantage l'accent sur des ripostes nationales inclusives, notamment par le biais des instances de coordination nationale. Par exemple, au Tchad, le vice-président de l'instance de coordination nationale est un représentant de la société civile soutenu par le bureau de l'ONUSIDA. L'ONUSIDA œuvre avec la société civile et d'autres partenaires aux niveaux mondial, régional et national pour garantir la

fourniture d'un appui technique, ainsi qu'une aide au plaidoyer et à la mobilisation de ressources aux organisations et aux réseaux de la société civile qui travaillent sur les questions concernant le Fonds mondial. En tant que membre de l'Equipe spéciale interorganisations sur le

Participation de la société civile en Iran

Le bureau de l'ONUSIDA a fourni un appui opérationnel, administratif, financier et technique à des organisations de la société civile en Iran. Cela a permis de les rendre autonomes en leur donnant accès aux lignes directrices et aux commentaires relatifs aux services de réduction des préjudices, ainsi qu'aux Clubs positifs. Suite à cela, les organisations de la société civile ont non seulement été associées à la mise en œuvre des projets du Fonds mondial mais ont aussi pu renforcer leur profil.

renforcement des systèmes communautaires, l'ONUSIDA a soutenu l'élaboration du cadre de renforcement des systèmes communautaires, ainsi que des indicateurs intégrés dans le modèle de note conceptuelle du Fonds mondial. Pour traduire ce cadre en mesures concrètes, l'ONUSIDA a participé à l'élaboration d'un instrument, *Supporting community-based responses to AIDS, tuberculosis and malaria*, qui vise à orienter les efforts consistant à inclure les systèmes communautaires renforçant les

propositions du Fonds mondial. L'ONUSIDA, avec le Fonds mondial et les autres partenaires, organise des forums de gestion des risques pour la société civile qui ont réuni 50 participants de la société civile à Bangkok et 70 au Cap.

31. L'ONUSIDA apporte son soutien au Fonds mondial en participant à l'Equipe spéciale du plan d'action commun de la société civile du Fonds mondial et aux mesures collaboratives fondées sur les recommandations de la société civile et d'autres partenaires. Ce plan d'action est un cadre visant à améliorer la participation de la société civile et des populations clés aux processus du Fonds mondial (et aux processus y afférents) au niveau national. L'ONUSIDA soutient la participation de la société civile et de la communauté aux dialogues nationaux et à l'élaboration de notes conceptuelles, l'élaboration d'orientations relatives à la riposte des systèmes communautaires (y compris la prestation de services et le renforcement des systèmes), l'appui technique au développement de méthodes d'estimation des populations clés et les stratégies d'accès de la société civile à l'appui technique. Par exemple, la collaboration entre l'ONUSIDA et les partenaires de la société civile ont renforcé la participation des consommateurs de drogues aux processus consultatifs au niveau national et facilité l'élaboration d'une demande régionale de financement par le Réseau eurasiatique de réduction des préjudices au titre du nouveau modèle de financement du Fonds mondial. En Indonésie, l'ONUSIDA a soutenu l'organisation d'une réunion de 30 représentants chargés d'élire les représentants communautaires au sein de l'instance de coordination nationale. En Tanzanie, l'ONUSIDA a apporté une assistance technique à la désignation des hommes et des femmes vivant avec le VIH devant rejoindre l'instance de coordination nationale. L'ONUSIDA est membre de l'Equipe spéciale interorganisations sur le renforcement des systèmes communautaires. Le Fonds mondial, l'ONUSIDA, USAID et les partenaires de la société civile ont constitué cette Equipe en 2012 pour augmenter le niveau de sensibilisation, de compréhension et de renforcement des systèmes communautaires, élément important des efforts déployés pour améliorer la santé grâce aux ripostes du système communautaire.
32. Toutes les équipes de pays du PEPFAR suivent un processus formel progressif visant à accroître la participation de la société civile à l'élaboration de programmes soutenus par le PEPFAR et assurer l'engagement de la société civile dans le développement des plans opérationnels annuels au niveau des pays. Les bureaux nationaux de l'ONUSIDA contribuent à ces efforts grâce à son rôle unique et largement reconnu de rassembleur de la société civile.

3. APPUI AUX PROCESSUS DE SUBVENTION

Approbation des subventions au Fonds mondial

33. Outre le vaste appui apporté aux pays en matière d'élaboration de propositions pour le Fonds mondial – en rassemblant des informations stratégiques, en soutenant la constitution de dossiers nationaux d'investissement, en aidant à la tenue de dialogues nationaux et en soutenant l'élaboration de propositions fortes et techniquement solides, l'ONUSIDA aide également les pays à comprendre le nouveau modèle de financement du Fonds mondial. L'ONUSIDA établit des documents d'information pour le Comité technique d'examen des propositions du Fonds mondial, qui est le mécanisme externe, indépendant et technique qui évalue la solidité technique et opérationnelle des propositions de subvention avant de transmettre ses recommandations au Comité d'approbation des subventions du Fonds mondial. La capacité du Programme commun de soutenir le

processus d'approbation du Fonds mondial est largement issue de sa connaissance approfondie des épidémies nationales, des lacunes des programmes et des priorités, ainsi que des renseignements plus larges sur le pays pour ce qui concerne des questions prioritaires telles que les droits de l'homme, la stigmatisation et la discrimination, la participation de la société civile et les autres moyens clés. En 2012, en tant que membre du Groupe chargé de la reconduction des subventions (ancêtre du Comité d'approbation des subventions), l'ONUSIDA a apporté des contributions techniques à plus de 19 subventions à l'examen, qui ont débouché sur des décisions de financement d'un montant de 2 milliards de dollars E.-U. pour des portefeuilles de programmes nationaux de lutte contre le VIH. En 2013, plus de 50 demandes de financement ont reçu des contributions techniques de l'ONUSIDA. Les demandes de financement sont des reconductions de subvention et des demandes de financement au titre de la phase intermédiaire et de la première phase. Elles représentent des décisions de financement s'élevant à plus de 2 milliards de dollars E.-U.

Coordination de l'appui technique

34. Un appui technique mal coordonné risque d'entraîner des doublons et de ne pas être adapté. En outre, il impose des coûts inutiles en temps, supervision et ressources organisationnelles. A la consultation organisée par l'ONUSIDA sur le renforcement de l'accès des pays à l'appui technique en matière de VIH, en juillet 2013, les participants ont souligné qu'il était particulièrement important que l'appui technique soit coordonné.
35. L'ONUSIDA collabore étroitement avec le Fonds mondial et avec le PEPFAR en matière d'appui technique aux pays. Au niveau mondial, l'ONUSIDA participe à un groupe de coordination d'organismes bilatéraux (y compris le gouvernement des Etats-Unis, GIZ Backup et l'Initiative 5 %) afin d'améliorer la coordination de l'appui technique aux subventions du Fonds mondial.
36. En 2007, l'OMS, avec Halte à la tuberculose, Faire reculer le paludisme et le Fonds mondial, a créé un groupe de travail conjoint pour mettre en commun les informations et coordonner l'appui aux pays. Depuis lors, le groupe, qui se réunit chaque semaine, compte désormais des représentants de l'ONUSIDA, d'autres institutions des Nations Unies, de missions diplomatiques basées à Genève et de la société civile. Il s'emploie à promouvoir les synergies entre les trois maladies prioritaires du Fonds mondial, le renforcement des systèmes de santé, la consolidation de la coordination entre les orientations et les activités normatives, l'harmonisation de l'appui technique aux pays et la coordination et la préparation des réunions du Fonds mondial.
37. L'ONUSIDA a également pris, en interne, des mesures visant à bonifier la coordination et la cohérence de l'appui technique, en améliorant sa valeur en tant que partenaire des pays, du Fonds mondial et du PEPFAR. Les Equipes conjointes des Nations Unies soutiennent la fourniture d'un appui technique coordonné au niveau national, tandis que les équipes régionales d'appui garantissent la cohérence de l'appui technique régional.
38. Les dispositifs d'appui technique dans trois régions constituent une ressource vitale pour relier les pays à un appui technique adapté. En 2012-2013, ils ont apporté un appui technique à plus de 70 pays. En répondant aux difficultés de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial, l'appui facilité par l'ONUSIDA par le biais de ces dispositifs permet aux pays concernés de mieux s'approprier la riposte. En 2012, ces dispositifs ont accompagné la mise en œuvre des subventions tout au long du cycle

des subventions, par exemple l'étape préalable à la signature des subventions et l'appui au démarrage des nouvelles subventions, les demandes de reconduction de subvention au titre de la phase 2, le renforcement de la supervision et de la gouvernance de l'instance de coordination nationale, le renforcement de la subvention du bénéficiaire principal et du sous-bénéficiaire et des capacités de gestion financière, la gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement, et le suivi et l'évaluation.

Appui aux candidats au titre du nouveau modèle de financement du Fonds mondial

39. L'ONUSIDA apporte un appui aux candidats à tous les stades du processus au titre du nouveau modèle de financement du Fonds mondial. L'ONUSIDA s'emploie, avec les pays, à élaborer des stratégies et approches d'investissement solides, à utiliser son rôle de rassembleur

pour faciliter les dialogues nationaux, à traduire les stratégies nationales solides ou les approches d'investissement en une note conceptuelle convaincante, à faciliter un appui technique à l'élaboration et à l'examen des stratégies nationales, à aider les pays à comprendre le nouveau modèle de financement et à les aider à mettre une subvention en œuvre.

Nouveau financement important pour la riposte du Zimbabwe au sida

En collaboration avec les partenaires, l'ONUSIDA a joué un rôle important dans la candidature précoce du Zimbabwe au titre du nouveau modèle de financement. L'ONUSIDA a conjointement mené un processus inclusif de dialogue national et apporté un appui à la constitution de la candidature. L'OMS a apporté un appui technique pour ce qui concerne les lignes directrices relatives au nouveau traitement antirétroviral, tandis que le PNUD a apporté un appui au niveau des coûts et du budget. Grâce aux 311 millions de dollars E.-U. accordés par le Fonds mondial pour un nouveau financement de la lutte contre le VIH, le Zimbabwe prévoit de mettre en œuvre les lignes directrices de l'OMS et d'augmenter le nombre de personnes recevant des antirétroviraux.

Cette expérience réussie d'aide à la candidature souligne qu'il est important d'intégrer l'appui national aux efforts globaux de coordination aux fins du développement du financement. Le rôle de l'ONUSIDA en tant que partenaire de confiance lui a permis de coordonner efficacement la mobilisation et la fourniture de l'appui technique.

40. Les retombées de l'appui technique de l'ONUSIDA concernant

le nouveau modèle de financement sont évidentes au regard des fruits que l'assistance aux candidats de la première phase a portés. En 2012-2013, l'ONUSIDA a aidé avec succès cinq pays candidats de la première phase, générant un total de nouveau financement de 371 millions de dollars E.-U.

41. En 2013, l'ONUSIDA a aidé El Salvador à obtenir 26,9 millions de dollars E.-U. en tant que candidat de la première phase du Fonds mondial. Pour soutenir les efforts d'El Salvador, l'ONUSIDA a recueilli des informations stratégiques, aidé à la constitution de partenariats et élaboré des scénarios pour le dialogue national associant plusieurs acteurs. Avec d'autres partenaires externes, l'ONUSIDA a participé à des réunions périodiques de l'instance de coordination nationale et œuvré en étroite collaboration avec le programme national de lutte contre le VIH. Grâce au nouvel appui du Fonds mondial, El Salvador améliorera l'accès aux services liés au VIH, notamment le traitement anti-VIH pour les populations clés, en vue de parvenir à ce que ces services couvrent 90 % de ces groupes.

42. L'ONUSIDA a également aidé la candidature du Myanmar à la première phase du nouveau modèle de financement en participant au groupe d'appui technique et à l'équipe chargée de rédiger la note conceptuelle. L'ONUSIDA a soutenu la participation de plusieurs parties prenantes, notamment de personnes vivant avec le VIH et de représentants des populations clés. Grâce aux 160 millions de dollars E.-U. du nouveau financement obtenu auprès du Fonds mondial pour des programmes de lutte contre le VIH pour les quatre prochaines années, le Myanmar s'emploiera à accroître la couverture du traitement, à élargir les services de prévention et de dépistage du VIH auprès des populations clés, à renforcer les capacités des communautés en matière d'appui au traitement et à la prévention du VIH, à renforcer la collaboration entre la lutte contre le VIH et la lutte contre la tuberculose, à renforcer les programmes de réduction des risques et à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant.
43. En 2013, les dispositifs d'appui technique en Asie et en Afrique ont fourni un appui technique aux processus liés au Fonds mondial dans 37 pays et à cinq organisations régionales, pour un total de 78 missions et 13 activités de renforcement des capacités. Suite à l'approbation du nouveau modèle de financement début 2014 et à la communication des allocations de financement aux pays par le Fonds mondial, le nombre de demandes d'appui technique aux dispositifs d'appui technique et à l'ONUSIDA a augmenté de plus de moitié par rapport à la même période en 2013. Cette tendance devrait se poursuivre en 2014 et en 2015.

Candidats de la phase intermédiaire

44. Au cours de la période qui s'est écoulée entre l'annulation de la série 11 du Fonds mondial et le lancement du nouveau modèle de financement, l'ONUSIDA a soutenu les demandes de financement des candidats de la phase intermédiaire, y compris dans le cadre du mécanisme transitoire de financement. En 2012-2013, l'ONUSIDA a apporté un appui technique à 25 pays qui ont pu obtenir un financement temporaire, y compris 12 subventions pour un processus d' « examen léger ». Le financement total généré grâce à l'appui de l'ONUSIDA par le financement temporaire s'est élevé à 543 millions de dollars E.-U. (dont 57 millions de dollars E.-U. pour un processus d' « examen léger ».)
45. Dans le cas du Malawi, les 115 millions de dollars E.-U. de financement temporaire du Fonds mondial permettront au pays d'augmenter la couverture du traitement du VIH de 60 % d'ici juin 2015. Un financement temporaire de 121 millions de dollars E.-U. permettra au Nigéria de lancer un traitement antirétroviral pour 203 825 personnes de plus d'ici 2015. Dans le cas de la Tanzanie, le Fonds mondial prend en charge le financement de tous les traitements antirétroviraux et le PEPFAR met progressivement l'accent uniquement sur l'appui au dépistage du VIH et au conseil en matière de VIH, en fournissant une assistance technique, en aidant à renforcer les capacités et en renforçant le suivi et l'évaluation.

Appui à la gouvernance et autres mécanismes

46. L'ONUSIDA est présent dans 102 des 121 instances de coordination nationale pour garantir la réussite des processus du Fonds mondial et fournir des orientations et un appui technique supplémentaires à ces instances, à leur secrétariat et aux autres mécanismes de coordination qui préparent des propositions pour le Fonds mondial. Les experts techniques et les conseillers en information stratégique et en mobilisation sociale de l'ONUSIDA œuvrent à faire des instances de coordination nationale des

instances inclusives, utilisant des procédures solides et fondant les décisions sur les meilleures données probantes disponibles.

47. L'ONUSIDA a soutenu le cadre de gestion du risque opérationnel du Fonds mondial et le PNUD a élaboré des orientations sur la gestion des risques et la prévention de la fraude et de la corruption pour renforcer les entités nationales qui travaillent avec le Fonds mondial. Par exemple, en Asie et en Afrique, des forums pour les organisations de la société civile ont été organisés, fin 2013, pour promouvoir l'échange de meilleures pratiques en matière de gestion des risques par les maîtres d'œuvre du Fonds mondial appartenant à la société civile de différents pays. Suite à cela, les participants de l'instance de coordination nationale au Nigéria ont renforcé la gestion des risques dans le cadre des subventions déjà accordées et ont appliqué ces meilleures pratiques au nouveau modèle de financement.
48. Le dispositif d'appui technique en Afrique orientale et australe élabore actuellement un document, intitulé *Preparing for Participation in the Global Fund's New Funding Model: An Action Planning Tool for Country Coordinating Mechanisms*, qui pourra être utilisé et/ou adapté par un autre dispositif d'appui technique et les partenaires apportant un appui aux instances de coordination nationale.

Renforcer la capacité de mise en œuvre des subventions

49. Avec l'appui du dispositif d'appui technique, les pays participants préparent et mettent en œuvre un plan d'action sur le renforcement des capacités. L'appui technique facilité par l'ONUSIDA a renforcé les capacités de l'unité du Fonds mondial en Afrique du Sud afin qu'elle puisse s'acquitter de ses responsabilités en matière de supervision. Le Malawi a reçu un appui technique afin d'élaborer un nouveau plan stratégique national, assorti d'activités de suivi et d'évaluation renforcées, et de regrouper les subventions du Fonds mondial existantes consacrées à la lutte contre le VIH en une seule filière de financement. L'ONUSIDA soutient les efforts déployés par le Burkina Faso et le Nigéria pour élaborer des politiques, procédures et directrices relatives à la gestion des subventions du Fonds mondial.
50. L'appui technique de l'ONUSIDA à la mise en œuvre des subventions s'étend également aux partenaires non gouvernementaux. Dans la région Asie-Pacifique, par exemple, l'ONUSIDA a aidé le réseau des îles de l'Asie du Sud-Est sur la santé sexuelle des hommes et des transgenres et l'Institut humaniste de coopération avec les pays en développement afin de renforcer leurs systèmes de gestion financière.

Reconduction des subventions du Fonds mondial

51. L'ONUSIDA apporte un appui technique aux pays qui demandent une reconduction de subvention au Fonds mondial, qui utilise l'appui technique de l'ONUSIDA pour examiner ces demandes. De plus en plus de pays utilisent le processus de reconduction pour adopter une approche d'investissement. Par exemple, l'ONUSIDA a aidé l'Indonésie à appliquer une approche d'investissement pour sa demande de 91 millions de dollars E.-U. supplémentaires au Fonds mondial pour 2013-2014, en réaffectant conséquemment les ressources afin d'améliorer le ciblage des programmes et d'accélérer l'intensification pour les populations clés dans les districts les plus touchés. Au Mali et au Pakistan, l'ONUSIDA a aidé les acteurs nationaux à utiliser le processus de reconduction des subventions pour mieux mettre l'accent sur les efforts nationaux.

Appui à l'évaluation

52. Le renforcement des cadres nationaux de suivi et d'évaluation et leur alignement sur les systèmes de suivi et d'évaluation du Fonds mondial est devenu un aspect de plus en plus important de l'appui technique et du renforcement des capacités fournis par l'ONUSIDA, souvent grâce aux conseillers en suivi et évaluation dans les pays et aux dispositifs d'appui technique. Par exemple, en Thaïlande, des représentants du récipiendaire principal du Fonds mondial, du programme national et de l'Equipe conjointe des Nations Unies ont collaboré pour évaluer le dépistage, le traitement et les soins en matière de VIH fournis par le programme national. Les conclusions de cette évaluation ont entraîné une refonte du programme de prévention pour les populations clés soutenu par le Fonds mondial, améliorant la couverture du diagnostic précoce chez les nourrissons et raccourcissant la période qui s'écoule avant que les enfants vivant avec le VIH ne commencent à prendre des antirétroviraux.

4. CONSTRUIRE LA VIABILITE

53. En même temps que son appui technique aide les pays à maximiser les effets des investissements du Fonds mondial et du PEPFAR, le Programme commun a fait de l'appui aux pays une priorité pour jeter les bases de la viabilité sur le long terme et améliorer l'efficacité, l'efficience et la valeur des ressources. L'un des piliers fondamentaux de la viabilité est l'appropriation solide et durable de la riposte par les pays. Les Equipes de pays de l'ONUSIDA font de l'appropriation par les pays et de leur leadership une priorité solide, en collaboration avec les équipes de pays du PEPFAR. L'appui technique de l'ONUSIDA renforce les éléments clés de l'appropriation par pays : participation politique et leadership inclusif, entière participation de la société civile, des communautés et des personnes vivant avec le VIH et renforcement des capacités et des systèmes, et intégration du VIH aux stratégies de santé et développement plus larges.

54. Les approches nationales d'investissement découlent de l'appropriation par les pays, la reflètent et la renforcent. Même si l'ONUSIDA fournit un modèle d'élaboration de dossier d'investissement et offre un appui technique essentiel, les choix difficiles qui doivent être faits pour ces approches sont uniquement faits par les partenaires nationaux au cours d'un processus inclusif se fondant sur des données probantes. Grâce à l'élaboration d'une feuille de route pour la viabilité claire et largement diffusée, l'approche d'investissement encourage les progrès et promeut la responsabilité quant aux résultats.

55. Afin de mettre durablement en œuvre les ripostes nationales, l'ONUSIDA collabore avec le Fonds mondial et le PEPFAR afin de renforcer les systèmes de santé et les systèmes communautaires. Pour garantir le succès de l'initiative du Fonds mondial consistant à renforcer les systèmes de santé, l'ONUSIDA a élaboré des orientations techniques pour que les pays intègrent l'accès aux médicaments, les technologies de santé et le renforcement du secteur pharmaceutique national à leurs propositions relatives au renforcement du système de santé. L'ONUSIDA et le PEPFAR collaborent dans des stratégies visant à améliorer l'application du transfert de tâches dans les centres de santé, et met en particulier l'accent sur l'intégration des travailleurs communautaires à la prestation de services. Reconnaisant qu'il est essentiel d'accroître les capacités des laboratoires en matière de suivi des traitements,

l'ONUSIDA et le PEPFAR soutiennent ensemble la Société africaine de médecine de laboratoire, qui s'emploie à constituer un solide réseau régional de laboratoires de référence et de professionnels de laboratoire pouvant poser des diagnostics essentiels.

Définir les priorités en matière d'investissement

56. Une approche d'investissement solide et fondée sur des données probantes est la pierre angulaire d'une riposte efficace au sida car elle garantit une utilisation optimale des ressources limitées et la viabilité des efforts. Grâce à l'appui de l'ONUSIDA, plus de 30 pays ont prévu d'élaborer des approches d'investissement au cours des deux prochaines années. Elles visent à appuyer la prise de décisions stratégiques relatives à l'allocation de

Une approche harmonisée pour l'Ukraine

L'un des exemples qui traduit le plus la réussite de la coopération de l'ONUSIDA, du Fonds mondial et du PEPFAR, est l'Ukraine. Il s'agit du premier pays où le bureau national de l'ONUSIDA a signé, avec le Fonds mondial, l'accord de partenariat bilatéral entre le gouvernement des États-Unis et le gouvernement ukrainien. Les efforts conjoints ont conduit à l'harmonisation et à l'alignement du plan national stratégique, du Programme commun des Nations Unies sur le sida et des subventions du Fonds mondial. Entre autres mesures, l'ONUSIDA, le PEPFAR et le Fonds mondial ont fourni un appui coordonné aux mécanismes nationaux et infranationaux de suivi et d'évaluation, aux comptes nationaux de dépenses relatives à la lutte contre le sida et à la planification de la viabilité financière, à la mise en œuvre des programmes de prévention et de soins du VIH pour les populations clés (y compris les traitements de substitution de maintien) et au traitement des questions relatives aux droits de l'homme fondamentales concernant les personnes vivant avec le VIH et les populations clés.

ressources, à la mobilisation de ressources, à la prestation de services et au financement. En tant que manifestations importantes de l'engagement politique national en faveur de la riposte au sida, les approches d'investissement donnent forme à l'effort conjointement déployé pour déterminer les lacunes dans la mise en œuvre et les obstacles, ainsi que pour créer une feuille de route que les pays s'approprient largement.

57. L'élaboration d'approches d'investissement implique un processus fondé sur des données probantes et une analyse en quatre étapes : 1) *comprendre* l'épidémie grâce à une analyse des données épidémiologiques, en apportant une attention particulière au caractère participatif, à l'équité et aux obstacles structurels pour ce qui concerne les services offerts ; 2) *concevoir* une riposte nationale solide d'un point de vue stratégique en choisissant la combinaison d'interventions adéquate qui aura le plus d'effet sur l'épidémie ; 3) *offrir* des résultats en définissant et en combattant les obstacles et en mettant le mieux en œuvre des modèles efficaces de prestation de services ; et 4) *soutenir* la riposte nationale en chiffrant le meilleur investissement nécessaire et en définissant de nouvelles sources de financement national.

58. Les approches d'investissement stratégiques encouragent les pays à définir les priorités en matière d'investissement sous un angle géographique. Grâce à l'élaboration d'approches d'investissement, le Nigéria a conclu que 70 % des nouvelles infections à VIH se produisaient dans 12 États et sur le territoire de la capitale fédérale. La Thaïlande a quant à elle vu que 33 provinces enregistraient 70 % des nouvelles infections à VIH. Les approches d'investissement ont braqué les projecteurs sur le sous-investissement accordé aux programmes ciblant les populations clés.

59. Une approche d'investissement permet aux pays de déterminer les possibilités qui améliorent l'efficacité des efforts nationaux. Par exemple, l'Afrique du Sud est un chef de file mondial en ce qui concerne les efforts déployés pour réduire le coût des antirétroviraux : elle a diminué de 38 % le coût du traitement par association de médicaments en doses fixes de première intention et réalisé des économies estimées à 290 millions de dollars E.-U. en 2013 et 2014. En instaurant des prix repères et en améliorant les prévisions, le Swaziland a révisé son processus d'appel d'offres concernant les antirétroviraux et a économisé, entre janvier 2010 et mars 2012, 12 millions de dollars E.-U.
60. Les approches d'investissement ont encouragé les pays à adopter des stratégies de prestation de services promouvant l'efficacité, notamment la décentralisation, la meilleure utilisation des systèmes communautaires de service et la hausse de l'intégration des services. De nouveaux modèles de service pour le dépistage du VIH et les conseils en matière de VIH, ainsi qu'un meilleur usage des outils de télécommunication ont permis à divers pays d'améliorer les résultats des services tout en réduisant les coûts unitaires.
61. Ces approches d'investissement éclairent et soutiennent désormais les efforts du Fonds mondial et du PEPFAR visant à améliorer l'impact stratégique des investissements. En tenant compte du financement national, du financement du Fonds mondial, du PEPFAR et d'autres acteurs importants lors de la définition du manque de financement à l'avenir, les approches d'investissement améliorent l'appropriation par les pays et la planification de la viabilité en vue de préserver les gains obtenus par un financement et d'en tirer bénéfice. Les approches d'investissement éclairent également l'élaboration des notes conceptuelles nationales pour le Fonds mondial, aident à la planification opérationnelle pour les pays bénéficiant du PEPFAR et jettent les bases nécessaires à l'amélioration du ciblage des ressources financières vers les « points chauds », priorité institutionnelle majeure pour le Fonds mondial et le PEPFAR.
62. Les approches d'investissement jettent également les bases d'une riposte durable au sida en fournissant une base à l'analyse, à la prise de décisions et à la hiérarchisation conjointes. Elles donnent aux gouvernements et aux autres acteurs nationaux le rôle de chef de file d'un processus pouvant éclairer la satisfaction de multiples besoins. Suite au processus analytique qu'elle a mené pour élaborer une approche d'investissement en matière de lutte contre le VIH, la Thaïlande a conclu que tout dollar supplémentaire investi dans le VIH aujourd'hui rapporterait trois dollars à l'avenir.

Elargir les ressources nationales

63. Conformément au principe de responsabilité partagée, l'ONUSIDA a travaillé avec les pays pour améliorer le financement national de la riposte au sida. Ces efforts se sont appuyés sur les analyses stratégiques de l'ONUSIDA concernant les dépenses relatives à la lutte contre le VIH, qui ont montré la dépendance considérable et persistante de nombreux pays vis-à-vis du financement international de cette lutte, ainsi que le fait que de nombreux pays ne parvenaient pas à allouer des ressources nationales suffisantes par rapport à la richesse du pays et au poids de la maladie.
64. En prévision des réductions de l'appui externe, de nombreux pays à revenu intermédiaire prennent des mesures pour autofinancer leur riposte. Le Bélarus, par exemple, s'est engagé à assumer la totalité des coûts liés au traitement antirétroviral

d'ici fin 2015 (actuellement, il en assume 40 %). L'Ukraine, qui finance actuellement 53 % de sa riposte au sida, prévoit d'augmenter de manière significative ses investissements nationaux afin que les ressources nationales couvrent 83 % des coûts du traitement du VIH d'ici 2018. De la même manière, la Thaïlande, qui finance déjà 90 % de sa riposte, s'est engagée à augmenter ses dépenses nationales pour couvrir les 75 millions de dollars E.-U. supplémentaires nécessaires entre 2015 et 2017 à la lutte contre le VIH. Le nouveau modèle de financement du Fonds mondial exigeant que la Jamaïque couvre au moins 50 % des coûts liés au VIH, qui représentent 0,2 % de son produit intérieur brut, la Jamaïque élabore actuellement un plan de viabilité à long terme qui inclura des options de financement et des stratégies visant à améliorer l'efficacité du programme.

65. Avec l'assistance de l'ONUSIDA, davantage de pays ayant des ressources limitées définissent un éventail de stratégies innovantes pour garantir un financement durable de la riposte, comme le montre l'exemple du Kenya (voir l'encadré ci-dessus).

5. ENSEIGNEMENTS TIRES ET FUTURES ACTIVITES CLES

66. Une étude des récentes collaborations de l'ONUSIDA avec le Fonds mondial et le PEPFAR permet de dégager les conclusions suivantes :
- L'ONUSIDA a un rôle unique à jouer avec le Fonds mondial et le PEPFAR en ce qui concerne l'appui à des ripostes au sida solides, fondées sur des données probantes et durables.
 - plaidoyer et le leadership de l'ONUSIDA, qui exprime une vision et crée une dynamique autour de la riposte au sida, contribuent à la réussite du Fonds mondial et du PEPFAR.
 - Les approches d'investissement promues par l'ONUSIDA orientent la planification et la prise de décisions du Fonds mondial et du PEPFAR en ce qui concerne les programmes.
 - Les informations stratégiques produites avec l'assistance de l'ONUSIDA appuient l'allocation de ressources et la conception de programmes financés par le Fonds mondial et le PEPFAR.
 - Les orientations normatives de l'ONUSIDA servent de base à la planification et à la mise en œuvre des programmes, ainsi qu'à leur suivi et à leur évaluation par le Fonds mondial et le PEPFAR.
 - L'appui technique fourni par l'intermédiaire de l'ONUSIDA améliore l'accès aux ressources du Fonds mondial et du PEPFAR et leur utilisation.
 - Le Fonds mondial et le PEPFAR bénéficient du rôle reconnu de l'ONUSIDA en matière de participation de la société civile, de son rôle de rassembleur et de son appui à la société civile, y compris aux populations clés.
 - Un Programme commun coordonné et concerté est essentiel pour garantir une participation effective à tous les niveaux avec le Fonds mondial et le PEPFAR.
 - La collaboration entre l'ONUSIDA, le Fonds mondial et le PEPFAR peut être renforcée par l'amélioration de la communication et la mise en commun d'efforts en vue d'améliorer l'effet des actions menées.
67. La collaboration entre l'ONUSIDA, le Fonds mondial et le PEPFAR a évolué et s'est renforcée ces dernières années. Cependant, les difficultés et opportunités rencontrées jusqu'en 2015 et après 2015 exigent de poursuivre les efforts consistant à rechercher

de nouvelles façons d'œuvrer de concert avec les pays afin de parvenir aux meilleurs résultats possibles, en vue de mettre un terme à l'épidémie de sida.

68. En œuvrant en partenariat avec le Fonds mondial et le PEPFAR, l'ONUSIDA s'engage à mener des actions concrètes pour améliorer les effets des activités communes, par exemple :
- L'ONUSIDA continuera de travailler en étroite collaboration avec le Fonds mondial et les pays partenaires pour garantir le bon fonctionnement du nouveau modèle de financement. L'appui de l'ONUSIDA sera axé sur l'apport d'un appui technique de qualité à l'édification des piliers du nouveau modèle de financement. Un appui sera apporté à tous les stades du processus, notamment la constitution des dossiers d'investissement et l'élaboration des plans stratégiques nationaux et des notes conceptuelles.
 - Le secrétariat de l'ONUSIDA révisé actuellement le mémorandum d'accord conclu avec le Fonds mondial pour renforcer le partenariat qui unit les deux entités. Il prévoit de charger les directeurs nationaux de l'ONUSIDA de fournir un appui adéquat au nouveau modèle de financement grâce à des processus associant la société civile et les populations clés.
 - Sur la base de la coordination et de la collaboration qui existent entre l'ONUSIDA, le Fonds mondial et le PEPFAR, il est prévu d'établir des plans d'action nationaux conjoints visant clairement à mettre en œuvre des programmes de lutte contre le VIH plus stratégique et mieux hiérarchisés pour en augmenter les effets dans les pays prioritaires.
 - L'ONUSIDA continuera de renforcer et de consolider les activités nationales, régionales et mondiales de coordination et les mécanismes d'assurance de la qualité pour examiner et éclairer la rédaction des documents nationaux clés, notamment les dossiers d'investissement, les plans stratégiques nationaux et les notes conceptuelles. Les mécanismes de coordination existants au niveau mondial avec le Fonds mondial, le PEPFAR et d'autres acteurs seront élargis à la tuberculose afin de faciliter l'élaboration de programmes nationaux de lutte contre la tuberculose et le VIH.
69. Les plateformes existantes ayant montré qu'elles pouvaient apporter un appui conjoint aux pays à tous les niveaux seront consolidées et renforcées grâce à un engagement renouvelé de l'ONUSIDA, du Fonds mondial et du PEPFAR et à l'intégration du VIH aux services liés à la tuberculose et à la santé maternelle et infantile.
- La riposte au sida et sa structure ne cessant d'évoluer, l'ONUSIDA redoublera d'efforts pour travailler avec le Fonds mondial, le PEPFAR et d'autres partenaires afin de satisfaire aux besoins émergents, de faire face aux difficultés et de saisir les nouvelles opportunités dans le cadre de la riposte.
 - Sur la base des mécanismes existants entre le Fonds mondial et le PEPFAR, l'ONUSIDA continuera de recueillir et de signaler les informations stratégiques, par exemple la création et la mise en place de cibles et d'indicateurs, notamment ceux pour le programme pour l'après-2015.

[Fin du document]

ONUSIDA

20 Avenue Appia

CH-1211 Genève 27

Suisse

+41 22 791 3666

unaids.org